

Art. 3. Dans l'article I.3-37, alinéa 1^{er} du même code, le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o conformément à l'article 32terdecies/1, alinéa 1^{er}, 2^o et à l'article 32quinquiesdecies, alinéa 2, 3^o, a) de la loi, avise immédiatement l'employeur du fait que le travailleur qui intervient comme témoin au sens de ces articles, et dont il transmet l'identité, bénéficie d'une protection contre les mesures préjudiciables, pour autant que ce travailleur ait donné son consentement à cette communication. ».

Art. 4. A l'article I.3-41 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o le document qui informe l'employeur de l'introduction de la demande d'intervention psychosociale formelle pour faits de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail, de la nature des faits mentionnés dans la demande et de la protection contre les mesures préjudiciables ; »;

2^o le 2^o est remplacé par ce qui suit :

« 2^o le cas échéant, le document qui informe l'employeur de la protection des témoins visés à l'article 32terdecies/1, alinéa 1^{er}, 2^o de la loi ; ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que la loi du 7 avril 2023 modifiant la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination, et la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, pour ce qui concerne la protection contre les mesures préjudiciables.

Art. 6. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 4 août 1996,

Moniteur belge du 18 septembre 1996;

Code du bien-être au travail,

Moniteur belge du 2 juin 2017.

Art. 3. In artikel I.3-37, eerste lid van dezelfde codex, wordt de bepaling onder 3^o vervangen als volgt :

"3^o overeenkomstig artikel 32terdecies/1, eerste lid, 2^o en artikel 32quinquiesdecies, tweede lid, 3^o, a) van de wet, onmiddellijk de werkgever op de hoogte brengen van het feit dat de werknemer die optreedt als getuige zoals bedoeld in deze artikelen, en wiens identiteit hij meedeelt, een bescherming tegen nadelige maatregelen geniet, voor zover deze werknemer heeft ingestemd met deze mededeling."

Art. 4. In artikel I.3-41 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de bepaling onder 1^o wordt vervangen als volgt :

"1^o het document waarbij de werkgever op de hoogte wordt gebracht van de indiening van het verzoek tot formele psychosociale interventie voor feiten van geweld, pesten of ongewenst seksueel gedrag op het werk, van de aard van de feiten vermeld in het verzoek en van de bescherming tegen nadelige maatregelen;"

2^o de bepaling onder 2^o wordt vervangen als volgt :

"2^o in voorkomend geval, het document waarbij de werkgever op de hoogte wordt gebracht van de bescherming van de getuigen bedoeld in artikel 32terdecies/1, eerste lid, 2^o van de wet;"

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als de wet van 7 april 2023 tot wijziging van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, en de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, wat de bescherming tegen nadelige maatregelen betreft.

Art. 6. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 4 augustus 1996,

Belgisch Staatsblad van 18 september 1996;

Codex over het welzijn op het werk,

Belgisch Staatsblad van 2 juni 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/202385]

7 MAI 2023. — Arrêté royal fixant des mesures spécifiques relatives au bien-être au travail des travailleurs domestiques et du personnel de maison dans le livre X du code du bien-être au travail (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, article 4, § 1^{er} et l'article 40 § 3, alinéa 2;

Vu la loi du 15 mai 2014 modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, en ce qui concerne les travailleurs domestiques et le personnel de maison, article 4;

Vu le code du bien-être au travail, livre I^{er}, titre 4 concernant les mesures relatives à la surveillance de la santé des travailleurs, et livre X concernant l'organisation du travail et les catégories spécifiques de travailleurs;

Vu l'avis n°252 du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail, donné le 16 décembre 2022;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/202385]

7 MEI 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling van specifieke maatregelen betreffende het welzijn op het werk van dienstboden en huispersoneel in boek X van de codex over het welzijn op het werk (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, artikel 4, § 1 en artikel 40 § 3, tweede lid;

Gelet op de wet van 15 mei 2014 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, wat de dienstboden en het huispersoneel betreft, artikel 4;

Gelet op de codex over het welzijn op het werk, boek I, titel 4 betreffende de maatregelen in verband met het gezondheidstoezicht op de werknemers, en boek X betreffende werkorganisatie en bijzondere werknemerscategorieën;

Gelet op het advies nr. 252 van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk gegeven op 16 december 2022;

Vu l'avis n° 73.237/1 du Conseil d'Etat donné le 12 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le livre X du code du bien-être au travail, il est inséré un titre 6, rédigé comme suit :

«Titre 6. - Travailleurs domestiques et personnel de maison

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Art. X.6-1. - Le présent titre est d'application aux employeurs qui occupent des travailleurs domestiques ou du personnel de maison et à ces travailleurs domestiques et à ce personnel de maison.

Art. X.6-2. - Pour l'application des dispositions du présent titre, on entend par :

1° les travailleurs domestiques : les travailleurs qui effectuent principalement des travaux ménagers d'ordre manuel pour les besoins du ménage de l'employeur ou de sa famille et qui ont conclu avec cet employeur un contrat de travail domestique;

2° le personnel de maison : les travailleurs qui effectuent des travaux d'ordre intellectuel ou des travaux d'ordre manuel qui ne sont pas des travaux ménagers, à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison de l'employeur, pour les besoins privés de cet employeur ou de sa famille et qui ont conclu avec cet employeur un contrat de travail.

Art. X.6-3. - Le code est d'application aux employeurs et travailleurs visés à l'article X.6-2 dans la mesure où le présent titre ne prévoit pas de dispositions spécifiques.

CHAPITRE II. — *Analyse des risques et mesures de prévention*

Art. X.6-4. - § 1^{er}. Conformément aux articles I.2-6 et I.2-7, l'employeur effectue une analyse des risques auxquels les travailleurs domestiques ou le personnel de maison peuvent être exposés et il prend les mesures de prévention appropriées.

Le SPF Emploi met à la disposition des employeurs, via son site internet, des outils interactifs pour la réalisation d'une analyse des risques en ligne qui indique également quelles mesures de prévention peuvent être prises.

Un employeur qui utilise correctement un tel outil interactif est considéré avoir exécuté l'analyse des risques visée à l'alinéa 1^{er}.

Lors de l'exécution de ses missions, le service externe tient compte, le cas échéant, de l'analyse des risques effectuée au moyen d'un outil interactif en ligne.

§ 2. Sur base de l'analyse des risques visée au paragraphe premier, l'employeur informe les travailleurs domestiques ou le personnel de maison des risques et des mesures de prévention notamment en leur remettant, avant le début de l'occupation, un document contenant, le cas échéant au moins les données concrètes suivantes :

1° une description de la nature de la fonction ou de l'activité;

2° une description des équipements de travail, ainsi que des risques qui y sont liés;

3° la nature des agents physiques, biologiques ou chimiques auxquels les travailleurs domestiques et le personnel de maison peuvent être exposés;

4° la nature de la charge mentale ou physique du travail à effectuer;

5° les mesures de prévention à prendre au niveau technique et organisationnel;

6° le type de vêtements de travail ou d'EPI nécessaires;

7° la nécessité d'exécuter la surveillance de la santé appropriée ou spécifique;

8° la nature des vaccinations obligatoires;

9° les mesures de prévention immédiates à prendre liées à la protection de la maternité;

10° les mesures de prévention spécifiques lors de l'occupation d'un jeune;

11° les coordonnées du conseiller en prévention-médecin du travail et du conseiller en prévention aspects psychosociaux.

Sur base de ce document, l'employeur fournit aux travailleurs domestiques et au personnel de maison les informations, la formation et les instructions nécessaires et veille à ce que celles-ci soient claires et compréhensibles pour les travailleurs concernés.

Gelet op het advies nr. 73.237/1 van de Raad van State gegeven op 12 april 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In boek X van de codex over het welzijn op het werk wordt een titel 6 ingevoegd, luidende :

«Titel 6.- Dienstboden en huispersoneel

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Art. X.6-1. - Deze titel is van toepassing op de werkgevers die dienstboden of huispersoneel tewerkstellen en op de dienstboden en dit huispersoneel.

Art. X.6-2. - Voor de toepassing van de bepalingen van deze titel, wordt verstaan onder:

1° dienstboden: de werknemers die in hoofdzaak huishoudelijke handenarbeid verrichten in verband met de huishouding van de werkgever of van zijn gezin, en die met deze werkgever zelf een arbeidsovereenkomst voor dienstboden hebben gesloten;

2° huispersoneel: de werknemers die hoofdarbeid of handenarbeid die geen huishoudelijke arbeid is, uitvoeren binnen of buiten het huis van de werkgever, voor de privé-behoefte van deze werkgever of van zijn gezin en die met deze werkgever zelf een arbeidsovereenkomst hebben gesloten.

Art. X.6-3. - De codex is van toepassing op de in artikel X.6-2 bedoelde werkgevers en werknemers, voor zover deze titel niet in specifieke bepalingen voorziet.

HOOFDSTUK II. — *Risicoanalyse en preventiemaatregelen*

Art. X.6-4. - § 1. Overeenkomstig de artikelen I.2-6 en I.2-7, voert de werkgever een analyse uit van de risico's waaraan de dienstboden of het huispersoneel kunnen worden blootgesteld en neemt hij de passende preventiemaatregelen.

De FOD Werkgelegenheid stelt via zijn website interactieve tools voor de uitvoering van een online risicoanalyse die eveneens aangeeft welke preventiemaatregelen kunnen worden getroffen, ter beschikking van de werkgevers.

Een werkgever die een dergelijke interactieve tool correct gebruikt, wordt geacht de risicoanalyse zoals bedoeld in het eerste lid te hebben uitgevoerd.

Tijdens het uitvoeren van zijn opdrachten houdt de externe dienst, in voorkomend geval, rekening met de risicoanalyse die werd uitgevoerd door middel van een interactieve online tool.

§ 2. Op basis van de risicoanalyse bedoeld in paragraaf 1, informeert de werkgever de dienstboden of het huispersoneel over de risico's en de preventiemaatregelen, door hen, vóór het aanvatten van de dienstbetrekking, een document te bezorgen dat, in voorkomend geval, minstens de volgende concrete gegevens bevat :

1° een beschrijving van de aard van de functie of activiteit;

2° een beschrijving van de arbeidsmiddelen, evenals de risico's die eraan zijn verbonden;

3° de aard van de fysische, biologische of chemische agentia waaraan de dienstboden of het huispersoneel kunnen worden blootgesteld;

4° de aard van de mentale of fysieke belasting van het uit te voeren werk;

5° de te nemen preventiemaatregelen op technisch en organisatorisch niveau;

6° de aard van de noodzakelijke werkkledij of PBM;

7° de noodzaak tot het uitvoeren van een passend of specifiek gezondheidstoezicht;

8° de aard van de verplichte inenting;

9° de onmiddellijk te nemen preventiemaatregelen die verband houden met de moederschapsbescherming;

10° de specifieke preventiemaatregelen bij tewerkstelling van jongeren;

11° de contactgegevens van de preventieadviseur-arbeidsarts en de preventieadviseur psychosociale aspecten.

Op basis van dit document verschaft de werkgever aan de dienstboden en het huispersoneel de vereiste informatie, opleiding en instructies, en zorgt ervoor dat deze voor de betrokken werknemers duidelijk en begrijpelijk zijn.

CHAPITRE III. — *Politique du bien-être au travail*

Art. X.6-5. - L'employeur qui peut démontrer qu'il dispose d'une analyse des risques qui permet de déterminer les mesures de prévention, soit parce qu'il a utilisé les outils interactifs visés à l'article X.6-4, § 1^{er}, alinéa 2, soit parce qu'il a utilisé d'autres moyens, est dispensé des obligations suivantes :

1° La rédaction d'un plan global de prévention, en dérogation à l'article I.2-8;

2° La rédaction d'un plan annuel d'action, en dérogation à l'article I.2-9;

3° La rédaction d'un rapport annuel sur le fonctionnement du service interne, en dérogation à l'article II.1-6, § 1^{er}, 2°, b).

CHAPITRE IV. — *La surveillance de la santé*

Art. X.6-6. - § 1^{er}. Les travailleurs domestiques et le personnel de maison sont soumis à une surveillance de la santé appropriée, compte tenu de la nature particulière de la relation de travail, qui implique que le travail est effectué pour les besoins privés de l'employeur ou de sa famille.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du livre I^{er}, titre 4, l'employeur soumet les travailleurs domestiques et le personnel de maison, avant le début de leur occupation, à une évaluation de santé préalable effectuée par le conseiller en prévention-médecin du travail selon les modalités prévues au livre I^{er}, titre 4.

§ 3. Douze mois après l'évaluation de santé préalable visée au § 2, les travailleurs domestiques et le personnel de maison sont soumis à une évaluation de santé selon les modalités prévues au livre I^{er}, titre 4, afin de vérifier la sensibilité du travailleur au risque spécifique auquel il est exposé.

§ 4. Ensuite, et sans préjudice de l'article I.4-32, § 1^{er}, l'employeur veille à ce que les travailleurs domestiques et le personnel de maison soient soumis tous les 3 ans à un questionnaire :

- qui permet de détecter les éventuels problèmes de santé liés au travail, et

- qui est réalisé par le conseiller en prévention-médecin du travail ou sous sa responsabilité, qui en interprète aussi les résultats, et

- qui répond aux conditions et modalités de l'article I.4-30, § 2 et § 3.

S'il ressort de ce questionnaire que le travailleur a des problèmes de santé, ce travailleur est soumis à une évaluation de santé appropriée par le conseiller en prévention-médecin du travail, selon les modalités prévues au livre I^{er}, titre 4.

Art. X.6-7. - S'il ressort des résultats de l'analyse des risques que les travailleurs domestiques et le personnel de maison peuvent être exposés à des agents biologiques pour lesquels il existe un vaccin efficace, l'employeur applique les dispositions du livre VII, titre 1^{er}, chapitre XII.

CHAPITRE V. — *Lieux de travail*

Art. X.6-8. - § 1^{er}. L'employeur veille à ce que les lieux de travail et les équipements sociaux soient suffisamment aérés, éclairés et chauffés en fonction de leur destination.

§ 2. L'employeur veille à ce que les travailleurs domestiques et le personnel de maison aient accès aux équipements sociaux nécessaires, notamment à :

1° un vestiaire;

2° des toilettes et un lavabo;

3° un local où prendre les repas et faire une pause;

4° une douche, s'ils effectuent des tâches qui sont salissantes.

L'employeur fournit également une armoire ou un endroit où le travailleur peut garder ses effets personnels sous clé.

§ 3. Lorsque les travailleurs domestiques et le personnel de maison résident dans l'habitation de l'employeur, il veille à ce que le lieu où résident ces travailleurs réponde aux règles en matière de logement établies par les autorités compétentes.

§ 4. L'employeur prévoit des mesures d'évacuation en cas d'incendie et fournit aux travailleurs domestiques et au personnel de maison les instructions nécessaires y afférentes. »

Art. 2. L'article I.4-41 du code du bien-être au travail est complété par un 7° rédigé comme suit :

« 7° les travailleurs domestiques et le personnel de maison tels que définis à l'article X.6-2. »

HOOFDSTUK III. — *Welzijnsbeleid*

Art. X.6-5. - De werkgever die kan aantonen dat hij beschikt over een risicoanalyse die toelaat de preventiemaatregelen te bepalen, hetzij omdat hij gebruik heeft gemaakt van de interactieve tools zoals bedoeld in artikel X.6-4, § 1, tweede lid, hetzij omdat hij gebruik heeft gemaakt van andere middelen, wordt vrijgesteld van de volgende verplichtingen :

1° Het opstellen van een globaal preventieplan, in afwijking van artikel I.2-8;

2° Het opstellen van een jaarlijks actieplan, in afwijking van artikel I.2-9;

3° Het opstellen van een jaarverslag betreffende de werking van de interne dienst, in afwijking van artikel II.1-6, § 1, 2°, b).

HOOFDSTUK IV. — *Het gezondheidstoezicht*

Art. X.6-6. - § 1. - De dienstboden en het huispersoneel worden onderworpen aan een gepast gezondheidstoezicht, rekening houdend met de bijzondere aard van de arbeidsrelatie, die inhoudt dat het werk wordt verricht voor de privébehoefte van de werkgever of van zijn gezin.

§ 2. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van boek I, titel 4, onderwerpt de werkgever de dienstboden en het huispersoneel, voor de aanvang van hun tewerkstelling, aan een voorafgaande gezondheidsbeoordeling die uitgevoerd wordt door de preventieadviseur-arbeidsarts volgens de modaliteiten voorzien in boek I, titel 4.

§ 3. Twaalf maanden na de voorafgaande gezondheidsbeoordeling bedoeld in § 2, worden de dienstboden en het huispersoneel onderworpen aan een gezondheidsbeoordeling volgens de modaliteiten voorzien in boek I, titel 4, om de gevoeligheid van de werknemer voor het specifieke risico waaraan hij is blootgesteld na te gaan.

§ 4. Vervolgens, en zonder afbreuk te doen aan artikel I.4-32, § 1, zorgt de werkgever ervoor dat de dienstboden en het huispersoneel elke 3 jaar worden bevraagd via een vragenlijst :

- die toelaat om de eventuele gezondheidsproblemen die verband houden met het werk op te sporen, en

- die wordt afgenomen door of onder de verantwoordelijkheid van de preventieadviseur-arbeidsarts, die ook de resultaten ervan interpreteert, en

- die beantwoordt aan de voorwaarden en modaliteiten bepaald in artikel I.4-30, § 2 en § 3.

Als uit deze vragenlijst blijkt dat de werknemer gezondheidsproblemen heeft, wordt deze werknemer onderworpen aan een aangepaste gezondheidsbeoordeling door de preventieadviseur-arbeidsarts, volgens de modaliteiten voorzien in boek I, titel 4.

Art. X.6-7. - Indien uit de resultaten van de risicoanalyse blijkt dat de dienstboden en het huispersoneel kunnen worden blootgesteld aan biologische agentia, waarvoor een doeltreffend vaccin bestaat, past de werkgever de bepalingen van boek VII, titel 1, hoofdstuk XII toe.

HOOFDSTUK V. — *Arbeidsplaatsen*

Art. X.6-8. - § 1. De werkgever zorgt ervoor dat de arbeidsplaatsen en de sociale voorzieningen voldoende verlucht, verlicht en verwarmd worden in functie van hun bestemming.

§ 2. De werkgever zorgt ervoor dat de dienstboden en het huispersoneel gebruik kunnen maken van de nodige sociale voorzieningen, met name :

1° een omkleedruimte;

2° een toilet en een wastafel;

3° een plaats om te eten en te pauzeren;

4° een douche, indien ze taken uitvoeren die bevuilend zijn.

De werkgever stelt eveneens een kast of een plaats ter beschikking waar de werknemer zijn persoonlijke voorwerpen achter slot en grendel kan bewaren.

§ 3. Wanneer de dienstboden en het huispersoneel verblijven in de woning van de werkgever, zorgt hij ervoor dat de plaats waar deze werknemers verblijven, beantwoordt aan de regels die inzake huisvesting zijn vastgesteld door de bevoegde overheden.

§ 4. De werkgever zorgt voor evacuatiemaatregelen in geval van brand en verschaft hierover de nodige instructies aan de dienstboden en het huispersoneel."

Art. 2. Artikel I.4-41 van de codex over het welzijn op het werk wordt aangevuld met een 7°, luidende:

"7° de dienstboden en het huispersoneel zoals gedefinieerd in artikel X.6-2."

Art. 3. À l'annexe I.4-5 du code du bien-être au travail, dans la version française, dans les principes, à l'alinéa 2, au point 2., l'intitulé du point a. « Préalablement à l'évaluation de santé préalable (*): » est remplacé par ce qui suit:

« Préalablement à l'évaluation de santé (*): »

Art. 4. L'employeur qui occupe déjà des travailleurs domestiques et du personnel de maison à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté dispose d'un délai d'un an à partir de son entrée en vigueur pour se mettre en conformité avec le présent arrêté, y compris pour soumettre ces travailleurs à l'évaluation de santé préalable visée à l'article X.6-6, § 2 du code du bien-être au travail.

Art. 5. Entrent en vigueur le 15 mai 2023 :

1° la loi du 15 mai 2014 modifiant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, en ce qui concerne les travailleurs domestiques et le personnel de maison;

2° le présent arrêté.

Art. 6. Le Ministre qui a le travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 4 août 1996,

Moniteur belge du 18 septembre 1996;

Loi du 15 mai 2014

Moniteur belge du 18 juin 2014;

Code du bien-être au travail,

Moniteur belge du 2 juin 2017.

Art. 3. In bijlage I.4-5 van de codex over het welzijn op het werk, wordt in de Franstalige versie, in de principes in het tweede lid bij punt 2, de titel van het punt a. "Préalablement à l'évaluation de santé préalable (*):" vervangen als volgt :

"Préalablement à l'évaluation de santé (*): "

Art. 4. De werkgever, die reeds dienstboden en huispersoneel tewerkstelt op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beschikt over een termijn van 1 jaar vanaf de inwerkingtreding, om zich in regel te stellen met dit besluit, met inbegrip van het onderwerpen van deze werknemers aan de voorafgaande gezondheidsbeoordeling bedoeld in artikel X.6-6, § 2 van de codex over het welzijn op het werk.

Art. 5. Op 15 mei 2023 treden in werking :

1° de wet van 15 mei 2014 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, wat de dienstboden en het huispersoneel betreft;

2° dit besluit.

Art. 6. De minister bevoegd voor werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 4 augustus 1996,

Belgisch Staatsblad van 18 september 1996;

Wet van 15 mei 2014,

Belgisch Staatsblad van 18 juni 2014;

Codex over het welzijn op het werk,

Belgisch Staatsblad van 2 juni 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[2023/202369]

18 AVRIL 2023. — Arrêté royal modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 2007 portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien-être à certains bénéficiaires de pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté a pour but d'apporter des modifications à l'article 7 de l'arrêté royal du 9 avril 2007 portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien-être à certains bénéficiaires de pensions.

1. Objet de l'arrêté royal:

Le projet d'arrêté royal a pour but d'exécuter l'adaptation au bien-être de certaines pensions ayant pris cours dans le passé prévue dans la proposition de répartition de l'enveloppe bien-être 2023-2024.

2. Commentaires des articles :

L'article 1^{er} reporte l'augmentation structurelle, prévue le 1^{er} septembre de chaque année, des pensions qui atteignent 15 ans dans le courant de l'année concernée et modifie, pour les années 2023 et 2024, l'augmentation structurelle des pensions qui atteignent 5 ans dans le courant de l'année concernée.

Cela signifie que tant chez les indépendants que chez les salariés, aucune augmentation des pensions de 15 ans d'âge ne sera effectuée avant septembre 2025.

Ainsi, il complète l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 9 avril 2007 avec un alinéa 7 afin d'exécuter l'augmentation des pensions dans le régime des travailleurs salariés et dans le régime des travailleurs indépendants qui atteignent 5 ans au cours de 2023 et 2024 respectivement au 1^{er} juillet 2023 et au 1^{er} janvier 2024.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[2023/202369]

18 APRIL 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot verhoging van sommige pensioenen en tot toekenning van een welvaartsbonus aan sommige pensioengerechtigden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit waarvan ik de eer heb het ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, heeft als doel om wijzigingen aan te brengen in artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot verhoging van sommige pensioenen en tot toekenning van een welvaartsbonus aan sommige pensioengerechtigden.

1. Opzet van het koninklijk besluit:

Het ontwerp van koninklijk besluit heeft als doel uitvoering te geven aan de welvaartsaanpassing van sommige pensioenen die in het verleden zijn ingegaan voorzien in het voorstel tot verdeling van de welvaartsenveloppe 2023-2024.

2. Artikelsgewijze bespreking :

Artikel 1 stelt de structurele verhoging, voorzien op 1 september van elk jaar, van de pensioenen die in de loop van het betreffende jaar 15 jaar bereiken uit en wijzigt, voor de jaren 2023 en 2024, de structurele verhoging van de pensioenen die in de loop van het betreffende jaar 5 jaar bereiken.

Dat betekent dat er zowel bij de zelfstandigen als bij de werknemers geen enkele verhoging van de pensioenen van 15 jaar oud zal gebeuren voor september 2025.

Zo vult het artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit van 9 april 2007 aan met een zevende lid om de verhoging van de pensioenen in de werknemersregeling en in de regeling voor zelfstandigen die in de loop van 2023 en 2024 5 jaar bereiken door te voeren op respectievelijk 1 juli 2023 en 1 januari 2024.